Chroniques de l'Oncle Benz

6

BILAN D'ETAPE : PROUDHON LE MARTIEN DU SOCIALISME

« (Herbert SIMON) emploie l'image d'un martien qui regarderait, d'une certaine distance, l'activité économique sur Terre. Ce martien verrait essentiellement des « zones vertes » représentées par des organisations reliées par des « fils rouges » que sont les marchés. »
Claude PARTHENAY[i]

Voici un premier bilan d'étape dans ces chroniques pour comprendre l'apport de Proudhon à une pensée économique libertaire possible. Il a fallu y aller à la hache dans l'œuvre foisonnante de notre auteur, œuvre dont oncle Benz ne prétend pas avoir la connaissance exhaustive. Bilan d'étape qui doit ouvrir sur le raisonnement économique lui-même, que nous pourrons aborder avec les cartouches de Proudhon. A suivre donc.

Le Droit dans toute relation sociale

On oublie trop souvent le titre complet de l'ouvrage qui rendit Proudhon célèbre : *« Qu'est-ce que la propriété ? Ou recherches sur le principe du droit et du gouvernement »* Ce que critique radicalement Proudhon ce n'est ni le Droit, ni les institutions ou organisations, ni la propriété comme tels mais l'Autorité, le pouvoir comme commandement sur autrui ou, réciproquement, obéissance à autrui : le droit arbitraire sur l'action d'autrui, « l'argument de la force contre la force de l'argument »[1].

La propriété (« faculté légale ») ou la possession (« fait ») ne sont rien d'autre que des modalités de droits d'usage, les « faits » n'échappent pas plus au droit que l'individu à la société. C'est pourquoi la distinction entre « possession » et « propriété » est inopérante et que Proudhon doit l'abandonner presque aussi rapidement qu'il l'a avancée, cette distinction ne recoupe que diverses modalités possibles d'un droit d'usage.

Proudhon s'amuse des différentes justifications de la propriété comme droit qui serait *avant* le Droit: la propriété comme « droit naturel », « droit sacré », « droit du premier occupant », « droit acquis par le travail », etc. Notre jurassien balaie toutes ces argumentations précisément à partir du Droit comme décision humaine (l'athéisme de Proudhon est tout entier là): il a fallu des humains pour décider que tel ou tel droit serait naturel, sacré, acquis au premier occupant, acquis par le travail, etc. C'est sur la genèse de la décision en général que se construit l'anarchisme de Proudhon[2]

---

[1] Pas de référence pour cette citation, désolé.

[2] Il n'y a pas d'individus sans collectivité d'individus, c'est-à-dire sans relations entre individus, c'est-à-dire sans communication entre individus, c'est-à-dire sans compréhension entre individus. L'Autorité est le pouvoir qui

Et plus particulièrement il a fallu la subordination traditionnelle des femmes pour penser la « propriété privée » comme « propriété individuelle », quand la propriété des individus a toujours d'abord été une propriété domestique, familiale dont seul l'aspect patriarcal a gommé le caractère *collectif*. Mais cela Proudhon ne s'y attarde guère, lui qui défend précisément l'autorité patriarcale dans la famille, mais nulle part ailleurs…

Au final l'économie proudhonienne n'est que l'application du principe d'autonomie au « droit d'usage ». Autonomie c'est à dire Droit des égaux. Là où plusieurs « usent » d'un bien, le groupe des « plusieurs » doit pouvoir décider de ce droit comme groupe de pairs, d'égaux (y compris donc bailleurs et locataires qui doivent contractualiser les limites réciproques du « droit d'usage » au centre de leur transaction).

Propriété et autonomie de gestion

Il n'y a pas de propriété, d'autorité, d'autonomie, comme « faits », il n'y a que des actions, ou si l'on préfère, des relations entre individus dans des collectivités, réglées par un Droit. Le Droit règle le comportement des humains dans ces collectivités et les rapports des collectivités entre elles (« attente de comportement » Habermas - tout individu ou collectivité étant susceptible de violer son propre accord sur une règle).

Dans une perspective économique comme politique, il y a des individus toujours déjà intégrés dans des collectivités (famille, club, syndicats, entreprises, communes, etc.), et ces collectivités sont interdépendantes : les limites de cette interdépendance tracent les frontières d'une société. Les compétences ou capacités d'une collectivité tracent ses limites d'action (que peut une commune ? un club, un syndicat, une entreprise ?)
Sur un terrain économique on parle d' « agents économiques », l'expression n'est pas si mauvaise puisqu'elle retient précisément l'idée d'action et donc de « normes d'actions » (Habermas), d'autonomie de l'agent et donc, en matière économique, d'autonomie de gestion.

Le prolétaire Proudhon n'aime guère le mot de « propriété », il aurait préféré s'en tenir au terme de « possession » qui a l'avantage de lier l'acte, l'acteur et le but de l'action (le travailleur « possesseur » de son produit qu'il consomme). Mais l'autarcie est finie dans l'économie industrielle, si jamais elle a existé… Le travail produit des biens ou des services qu'il faut échanger contre d'autre biens ou services. Et c'est l'échange qui est la pierre angulaire de toute pensée économique, c'est l'échange qu'analyse Proudhon dans l'économie capitaliste, et l'échange, nous dit Proudhon, n'échappe pas au Droit.

De la « propriété » notre auteur prolétaire en connaît le prix en injustices, mais ce qui compte c'est l'idée : la propriété renvoie à l'autonomie de gestion en économie. Enlevez de l'entreprise le propriétaire capitaliste et cette autonomie de gestion est ce que l'on appelle aujourd'hui l'autogestion, enlevez le propriétaire capitaliste et vous avez une entreprise coopérative.
Proudhon, en ce sens, défend la propriété : contre le capitaliste qui se l'approprie dans l'entreprise en excluant les travailleurs et contre les théoriciens communistes et une soi-disant « non-propriété »
Dans l'imaginaire communiste, la « non-propriété » se résume au fantasme d'une unique collectivité autarcique. Dans la réalité politique du communisme, l'autonomie de gestion des

---

commande et se fait obéir indépendamment de cette compréhension, qui demande l'action sans la raison. Voir l'œuvre incontournable de Jürgen Habermas sur ce sujet, notamment « Droit et démocratie », Gallimard, 1997.

collectivités particulières est niée, il n'y a qu'une répartition à partir d'un centre. Dans la réalité du communisme « réel » une minorité décide, les autres sont subordonnés…comme dans l'entreprise capitaliste. C'est ce que Proudhon appelle le « préjugé propriétaire » (le pouvoir sur autrui à partir d'un droit d'usage exclusif) dont relève la pensée communiste comme la pensée capitaliste.

Une fois que l'idée d'autonomie de gestion est acquise, l'idée d'échange suit.

L'échange et la réciprocité chez Proudhon

L'échange est une cession réciproque de « droits d'usage », il n'y a pas d'échange sans réciprocité, réciprocité de *cession* de biens ou services *et* réciprocité de *bénéfice*. D'un côté un échange disons effectif (du pain contre du vin, du pain contre une somme d'argent) et d'un autre côté un bénéfice *mutuel* (le pain que j'échange a moins d'utilité que ce vin ou cet argent que j'acquiers et réciproquement).

C'est un aspect fondamental et pourtant généralement mal interprété que pour Proudhon le bénéfice étant mutuel (si non il n'y a pas d'échange sauf à être un *vol*), ce bénéfice doit être entendu comme étant compris dans le coût de production d'un bien ou service. L' « égalité » dans l'échange c'est l'égalité des bénéfices. Voir, sommairement, un peu plus loin…et plus soigneusement dans une autre chronique.

La propriété capitaliste est un vol sous ces deux aspects : il n'y a pas d'échange effectif entre capitalistes et travailleurs et il suffit d'ouvrir un livre de compte pour s'apercevoir que le profit ne s'explique par aucun « coût de production », d'où le vol qui consiste en la différence entre le prix de revient et le prix de vente.

La propriété capitaliste comme non échange effectif.

Pour être capitaliste il ne suffit pas de posséder du capital (la famille Tartempion possède du capital sur son livret A, il n'y a qu'un degré quantitatif à ce stade entre le capital que possède la famille Tartempion et la famille de Bill Gates), *il faut posséder une entreprise*. C'est un premier point qui doit être clair : *le capital ne fait pas le capitaliste*.
Or cette propriété capitaliste de l'entreprise c'est précisément ce que n'explique pas la théorie économique, la vision triviale d'un patron qui louerait les services de travailleurs ne résiste pas à l'analyse de l'échange : le patron ne cède pas de « droit d'usage » (vente ou location/prêt) sur l'usine, le bureau, bref sur l'entreprise, les travailleurs n'ont pas l'autonomie de gestion. Tout au plus avance-t-il le salaire qu'il récupère par la suite (avec intérêt !), mais cela ne change rien à la pièce qui manque : les travailleurs travaillent, ils ne viennent pas à un guichet emprunter de l'argent[3], **et il faut expliquer pourquoi ils n'ont pas le « droit d'usage » de l'usine, du bureau dans lequel ils travaillent, pourquoi le salariat est un contrat de subordination.**

---

[3] Jean Baptiste Say, contemporain de Proudhon et chef de file des économistes français, a l'intuition du problème et introduit, contre l'école anglaise (qui ne distingue pas propriétaire de capital et propriétaire capitaliste), la figure de l' « entrepreneur ». Entrepreneur qui loue les moyens de productions aux propriétaires de capital d'un côté et loue les services des travailleurs de l'autre. Mais cette médiation (abstraite) de l' « entrepreneur » n'explique pas problème théorique : pourquoi le « capital » commande-t-il au « travail » ?

Il faut donc autre chose que l'échange pour expliquer la transformation d'un propriétaire de capital en propriétaire capitaliste, c'est à dire en détenteur de l'autorité dans l'entreprise, autre chose que l'économie.
Premier aspect du vol : le capitaliste (comme propriétaire de l'entreprise) n'échange pas son capital avec les travailleurs de l'entreprise, qui cèdent le produit de leur travail, il n'y a pas d'échange effectif dans l'entreprise. Seule l'autorité, phénomène politique, explique la propriété capitaliste, pas l'échange, phénomène économique. [4]

Le profit comme excédent sur le coût de production et comme vol

Voyons maintenant l'entreprise et son livre de compte. Dans ce livre, à toute recette correspond une dépense (une « charge ») et cette balance (recettes égalent charges) détermine pour Proudhon le coût de production. Or dans l'entreprise capitaliste, il reste à la fin de l'exercice un résidu non affecté : le profit.
Le profit n'est pas le bénéfice. Le bénéfice, indéterminé à court terme mais nécessaire à long terme, est ce qui *reste* dans l'entreprise et assure sa pérennité comme l'amélioration de ses conditions d'exercice: investissement, amélioration des salaires, des conditions de travail, etc. Tout ce qui *reste* dans l'entreprise est l'objet d'une répartition, de décisions de répartitions, et bien entendu ces décisions seront différentes suivant qu'elles dépendent des travailleurs-coopérateurs ou de l'autorité patronale (capitaliste ou communiste).

Le profit n'est pas le bénéfice : le bénéfice est compris dans le coût de production, le profit est ce qui *sort* de l'entreprise, donc ce qui excède le coût de production. D'où le prix de vente est supérieur au coût de production quand il y a profit, il y a donc vol et le profit est ce vol.

Il va falloir expliquer en détail ce raisonnement car d'une part il apparaît comme contre-intuitif (le bénéfice n'est pas le profit ?), d'autre part il est économique de part en part, c'est-à-dire qu'il s'applique à toutes les formes sociales de l'entreprise et de l'échange, pour l'entreprise publique comme pour l'entreprise coopérative, pas seulement pour l'entreprise capitaliste : le profit n'est pas forcément capitaliste…[5]

Il est assez fascinant de voir le cheminement intellectuel de Walras, la référence ultime dans théorie économique du « marché », pour arriver aux mêmes conclusions que Proudhon, son ennemi intime, sur le profit : à l'équilibre (à la balance exacte des échanges) le prix de vente (prix de « marché ») est égal au prix de revient (coût de production), le profit est nul.
On verra ça, comme promis plus haut, dans les prochaines chroniques…

---

[4] Le courant de « l'économie institutionnelle » a le mérite d'avoir compris le problème tout en essayant de le résoudre par un raisonnement économique : l'entreprise est identifiée d'emblée à une collectivité dirigée par une Autorité (le propriétaire capitaliste), cette autorité s'expliquant par un avantage économique (minimisation du coût de transaction chez Coase, réduction de l'incertitude en situation de rationalité limitée chez Simon, etc.), bref il s'agit de remettre le diable (un paramètre non économique : l'autorité) dans la boîte (expliquer l'économie par l'économie).

[5] Que penser de la coopérative basque Mondragon et son « empire » (Fagor, Brandt, etc.) acheté par quoi d'autre que du profit ?

Pour résumer :

En référence à notre citation sur H. Simon : en économie le martien Proudhon distingue des zones vertes, qui chacune possède une compétence et où des groupes de pairs agissent suivant le droit qu'ils se sont donnés.
Ces zones vertes échangent entre elles des « droits d'usage » de biens ou de services qu'elles possèdent/produisent, suivant un principe de réciprocité qui doit respecter l'égalité des coûts d'usage/de production de ces biens ou services[6].
Le « marché » n'est rien d'autres que ces relations d'échange, de réciprocité, entre « zones vertes ». Il n'y a pas de « marché » dans les zones vertes, il y a une répartition décidée par le groupe de pairs.
Où s'arrêtent les compétences/capacités d'une zone verte (d'une commune, d'une boulangerie, d'une région, d'une coopérative agricole, etc.) une autre zone verte prend le relais. Les « zones vertes » ne s'achètent pas les unes les autres, ce que permettrait le profit (qui *sort* de la répartition interne), elles s'associent si besoin est suivant un mode fédéral.

Proudhon n'a peur ni de la propriété (ensemble des modalités d'un « droit d'usage »), ni des échanges (le « marché » où s'échangent au final des « coûts de production »), ni du capital (qui se résume en du travail, pas de capital – une maison, un outil de production- qui ne tombe en ruine sans travail).
Le prolétaire Proudhon n'a pas peur de l'économie comme le philosophe Marx, il demande simplement (et certes ce n'est pas si simple…) que le Droit soit un droit des égaux, que les échangistes soient intégralement autonomes (décisions prises par groupe de pairs et autonomie de gestion), que le capital circule entre toutes les mains (concept du « crédit gratuit » que l'on verra plus tard).
Il interroge ce grand mystère du capital qui se transforme en capitalisme, où il ne voit aucune trace de processus économique mais le dramatique manque de **« capacité politique des classes ouvrières »** qui condamne les prolétaires à toujours subir le bon vouloir des capitalistes. Et certes ce n'est ni le marxisme d'hier, ni le syndicalisme d'aujourd'hui qui pourrait nous rassurer quant à un progrès en cette matière : développer la « capacité politique des classes ouvrières ».

Oncle Benz

---

[i] Claude PARTHENAY, « Herbert SIMON : rationalité limitée, théorie des organisations et sciences de l'artificiel. » Téléchargeable sur Internet

---

[6] Quand je loue ou prête un bien, autrui me doit le coût d'usage du bien, pas le coût de production (ce qu'il me doit par contre quand je lui *vends* le bien).